



Conditions générales

P&V Bris de machine

REF. FM 330/05-2025

P&V est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.
Site internet www.pv.be – Email : info@pv.be



Avant-propos

Chez P&V, nous sommes avec vous quoi qu'il arrive. Vos garanties sont décrites dans les présentes conditions générales, elles-mêmes complétées par les conditions particulières. Ces deux textes ont été rédigés dans le but de vous fournir un support transparent. Nous sommes conscients qu'il s'agit d'une matière difficile, nous avons donc fait le maximum pour rendre le texte le plus lisible possible. Ces conditions respectent toutes les dispositions légales.

Ces conditions générales se divisent en 3 volets.

I. Conditions de garantie

II. Conditions communes et administratives

III. Lexique

Nous vous remercions pour votre confiance.

P&V Assurances SC

P&V est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepy.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.pv.be – Email : info@pv.be



Sommaire

Avant-propos.....	2
Sommaire.....	3
Titre I – Conditions de garantie	4
Article 1 – Garanties de base.....	4
Article 2 – Garanties supplémentaires	4
Article 3 – Exclusions.....	5
Titre II – Conditions communes et administratives	7
Article 4 – Valeur déclarée – sous-assurance – franchise	7
Article 5 – Formation, effet et durée du contrat.....	7
Article 6 – Prime	7
Article 7 – Adaptation automatique.....	8
Article 8 – Description et modification du risque – déclaration de l'assuré	8
Article 9 – Obligations de l'assuré en cours de contrat	9
Article 10 – Obligations en cas de sinistre.....	10
Article 11 – Estimation des dommages	10
Article 12 – Calcul de l'indemnité	10
Article 13 – Paiement de l'indemnité.....	12
Article 14 – Subrogation et recours	12
Article 15 – Résiliation.....	12
Article 16 – Notifications.....	13
Article 17 – Arbitrage et loi applicable.....	13
Article 18 – Contrat collectif.....	13
Article 19 – Modification des conditions tarifaires.....	14
Lexique.....	15

P&V est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepy.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.pv.be – Email : info@pv.be



P&V Bris de machines

Titre I – Conditions de garantie

Cette garantie n'est acquise que si mention en est faite aux conditions particulières.

Article I – Garanties de base

La compagnie couvre contre le « bris de machine » les objets décrits dans l'inventaire pour autant qu'ils se trouvent dans les lieux spécifiés en conditions particulières et dès qu'ils sont prêts à l'emploi (c'est-à-dire après les premiers essais de mise en marche jugés satisfaisantes) :

- pendant qu'ils sont en activité ou au repos ;
- pendant les opérations de démontage, déplacement, remontage nécessitées par leur entretien, inspection, révision ou réparation.

On entend par "bris de machine" les dégâts matériels imprévisibles et soudains subis par les objets assurés et dus à l'une des causes suivantes :

- 1.1. maladresse, négligence occasionnelle, inexpérience, *vandalisme* ou *malveillance* de membres du personnel de l'assuré ou de tiers ;
- 1.2. chute, heurt, collision, introduction d'une substance solide ou liquide ;
- 1.3. vice ou défaut de matière, de construction ou de montage ;
- 1.4. vibration, dérèglage, mauvais alignement, desserrage de pièces, tension anormale, fatigue des matériaux, emballage ou survitesse, force centrifuge ;
- 1.5. défaillance d'une machine raccordée, d'un dispositif de protection ou de régulation ;
- 1.6. échauffement, grippage, manque fortuit de graissage ;
- 1.7. coup d'eau, surchauffe, manque d'eau (ou d'autres liquides) dans les chaudières, appareils à eau chaude (ou autres liquides) et appareils à vapeur, excepté dans les cas suivis d'*explosion* ou d'*implosion*, et ce, quelle que soit la cause initiale de cette dernière.
- 1.8. coup de bâlier, coup d'eau dans une machine à piston ou une installation hydraulique ;
- 1.9. effets du courant électrique par suite de surtension ou chute de tension, surintensité, court-circuit, formation d'arc lumineux, influence de l'électricité atmosphérique.

Les dégâts d'incendie prenant naissance dans les appareils et accessoires électriques à la suite d'une des causes reprises sous ce littéra sont couverts par la police ; cette couverture est cependant limitée aux seuls dégâts subis par l'appareil ou l'accessoire électrique où l'incendie a pris naissance.

Les *explosions* de transformateurs, commutateurs et disjoncteurs sont couvertes par la police ; la couverture est limitée aux seuls dégâts subis par l'appareil dans lequel l'*explosion* s'est produite.

- 1.10. Vent, tempête, gel, débâcle des glaces.

Article 2 – Garanties supplémentaires

Moyennant convention expresse aux conditions particulières et prime supplémentaire, la compagnie peut prévoir d'autres extensions de couverture :

- 2.1. les dégâts matériels imprévisibles et soudains subis par les chaudières et autres appareils à vapeur ou récipients sous pression dus à une *explosion* résultant de leur vice propre ;
- 2.2. pour autant qu'ils soient consécutifs à un "bris de machines" indemnisable ;
 - 2.2.1. les dégâts matériels autres que ceux d'incendie et d'*explosion* :
 - 2.2.1.1. subis par les socles et fondations des objets assurés ;
 - 2.2.1.2. atteignant des objets ou biens autres que les objets assurés ;

P&V est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.pv.be – Email : info@pv.be



- 2.2.2. les frais de démolition obligatoirement engagés pour permettre la réparation ou le remplacement des objets assurés ainsi que les frais de reconstruction ;
- 2.2.3. les frais pour retirer les objets assurés de l'eau ou pour les dégager ;
- 2.2.4. les frais afférents aux travaux effectués en dehors des heures normales de prestation, dans les limites prévus à l'art. 12.2. ;
- 2.2.5. les frais résultant de l'appel à des techniciens venant de l'étranger, dans les limites prévues à l'art. 12.2. ;
- 2.2.6. les frais afférents au transport accéléré, dans les limites prévues à l'art. 12.3.

Article 3 – Exclusions

Sans égard à la cause initiale ne sont pas considérés comme « bris de machine » et sous réserve de mention contraire aux conditions particulières, tous les dommages :

3.1. Dus :

- 3.1.1. à l'incendie, aux *explosions* de toute nature ainsi qu'aux conséquences de ces événements, sauf ce qui est couvert par l'article 1.9. et ce qui serait couvert en conditions particulières en application de l'article 2.1. ;
 - 3.1.2. à la chute directe de la foudre sur les objets assurés ou sur les bâtiments contenant les objets assurés ;
 - 3.1.3. au heurt de tout ou partie d'appareils de navigation aérienne ou d'engins spatiaux ainsi que par d'autres biens projetés ou renversés à cette occasion ;
 - 3.1.4. à l'écoulement d'eau ainsi qu'au déclenchement intempestif ou à l'écoulement accidentel d'eau d'une installation d'extincteurs automatiques ;
 - 3.1.5. au *vol* ou aux tentatives de *vol* ;
 - 3.1.6. à l'effondrement total ou partiel d'édifices ;
- 3.2. se rattachant directement ou indirectement à un des cas ci-après :
- 3.2.1. guerre ou fait de même nature et guerre civile ;
 - 3.2.2. *conflit du travail* et tout acte de violence d'inspiration collective (politique, sociale, économique ou idéologique) accompagné ou non de rébellion contre l'autorité, en ce compris toutes formes d'émeutes, *mouvements populaires*, *actes de sabotage* ou de *terrorisme*, les *attentats* ainsi que les actes d'inspiration collective, de *vandalisme* ou de *malveillance* ;
 - 3.2.3. réquisition sous toutes ses formes, occupation totale ou partielle des lieux où se trouvent les biens assurés par une force militaire ou de police ou par des combattants réguliers ou irréguliers ;
 - 3.2.4. effondrement, *affaissement ou glissement de terrain*, terril ou crassier, éboulement ou avalanche, chute de pierres ou de rochers, inondation, crue de cours d'eau de surface ou d'eaux souterraines, insuffisance d'évacuation d'eau par les égouts, *tremblement de terre* et en général tout *cataclysme* de la nature ;
 - 3.2.5. tout acte volontaire par lequel un bien est endommagé, détruit ou pollué en ayant recours à des moyens biologiques ou chimiques ;
 - 3.2.6. *inondations*, crue de cours d'eau de surface ou d'eaux souterraines, insuffisance d'évacuation d'eau par les égouts, *tremblement de terre* ;
 - 3.2.7. *cataclysme de la nature*.
- 3.3. causés par (ou l'aggravation des dommages causés par) :
- 3.3.1. des engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome ;
 - 3.3.2. tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou toute source de rayonnements ionisants.
- 3.4. dus à des vices et défauts existant déjà au moment de la conclusion de l'assurance et qui étaient ou devaient être connus de l'assuré.
- 3.5. consécutifs à des expérimentations ou essais. Ne sont pas considérées comme essais les vérifications de bon fonctionnement ;
- 3.6. dont un fournisseur, un réparateur ou un monteur est responsable légalement ou en vertu d'un contrat de vente, de maintenance, d'entretien, de bail ou de leasing ;
- 3.7. survenant par le fait du maintien ou de la remise en service d'un objet endommagé avant réparation définitive ou avant que le fonctionnement régulier soit rétabli.

P&V est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.pv.be – Email : info@pv.be



3.8. occasionnés :

- aux outils interchangeables tels que forets, couteaux, meules, lames de scies ;
- aux formes, matrices, caractères, clichés et objets analogues ;
- aux éléments soumis par leur nature à une usure accélérée et à un remplacement fréquent, par exemples : câbles, chaînes, courroies, bourrages, joints, flexibles, pneumatiques et autres bandages en caoutchouc, bandes transporteuses, plaques de blindage et d'usure, dents de godets, tamis, lampes, batteries d'accumulateurs ;
- aux combustibles, fluides, lubrifiants, résines, catalyseurs et, en général, à tout produit consommable; cette exclusion ne s'applique pas aux liquides diélectriques ;
- aux revêtements réfractaires et à toutes parties en verre ou en matériaux d'usage similaire ;
- aux parties électroniques par vice ou défaut de matière, de construction ou de montage.

3.9. Sans égard à la cause initiale, sont également exclus :

- 3.9.1. l'usure ;
- 3.9.2. les autres détériorations progressives ou continues résultant de l'action chimique, thermique ou mécanique d'agents destructeurs quelconques ;
- 3.9.3. la malfaçon lors d'une réparation ;
- 3.9.4. les pertes, frais d'enlèvement ou de remise en place des matières en cours de traitement ou tous autres produits contenus dans les machines ou réservoirs ;
- 3.9.5. les dommages indirects tels que chômage, perte de jouissance, de production ou de rendement ;
- 3.9.6. les dommages tels que les éclats, les égratignures, les bosses de même que tout dommage d'ordre esthétique ;
- 3.9.7. les dommages résultant directement ou indirectement de la présence ou de la dispersion d'amiante, de fibres d'amiante ou de produits contenant de l'amiante ;
- 3.9.8. la destruction, la corruption, l'effacement, la modification ou l'indisponibilité de données, de codes et/ou de programmes, de même que le dysfonctionnement ou la panne de systèmes informatiques (hardware, software, embeddeld chips, etc.).

P&V est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepy.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.pv.be – Email : info@pv.be



Titre II – Conditions communes et administratives

Article 4 – Valeur déclarée – sous-assurance – franchise

- 4.1. La valeur déclarée est fixée sous la responsabilité de l'assuré. Elle doit, pour chaque objet, être égale, lors de son introduction dans le contrat, à *la valeur de son remplacement à neuf*, c'est-à-dire au prix, sans remise, d'un objet neuf en tous points identique, acheté isolément et augmenté des frais d'emballage, de transport et de montage, ainsi que des taxes et droit éventuels, hormis la taxe sur la valeur ajoutée dans la mesure où elle est récupérable par l'assuré.
La compagnie demande une description détaillée par objet assuré.
- 4.2. Il y a sous-assurance lorsque la valeur déclarée d'un objet est inférieure à sa *valeur de remplacement à neuf* lors de son introduction dans le contrat (voir art. 12.1.6.).
- 4.3. L'assuré reste son propre assureur pour le montant de la franchise prévue aux conditions particulières.

Article 5 – Formation, effet et durée du contrat

- 5.1. Le contrat est formé dès la signature des parties. Les assurés signataires d'un seul et même contrat, sont engagés solidairement et indivisiblement. La garantie ne prend toutefois cours qu'après le paiement de la première prime.
- 5.2. La durée du contrat est fixée à un an. Sauf si l'une des parties s'y oppose dans les formes prescrites par la *Loi* au moins trois mois avant l'arrivée du terme du contrat, celui-ci est reconduit tacitement pour des périodes consécutives d'un an. L'heure de la prise et de la cessation d'effet de l'assurance est conventionnellement fixée à zéro heure.
- 5.3. En cas de transmission de l'intérêt assuré, à la suite du décès de l'assuré, les droits et les obligations nés du contrat sont transmis au nouveau titulaire de cet intérêt. En cas d'indivision, les indivisaires demeurent solidairement et indivisiblement obligés à l'exécution du contrat. Après la sortie d'indivision et pour autant que la compagnie en ait été avisée, l'héritier qui devient seul titulaire de l'intérêt d'assurance reste seul tenu de l'exécution du contrat.
Toutefois, les nouveaux titulaires de l'intérêt assuré et la compagnie peuvent notifier la résiliation du contrat, les premiers par lettre recommandée dans les trois mois et quarante jours du décès, la seconde dans les formes prescrites par la *Loi* dans les trois mois du jour où elle a eu connaissance du décès.
- 5.4. En cas de cession entre vifs d'un bien assuré, l'assurance prend fin de plein droit :
 - s'il s'agit d'un bien immeuble : trois mois après la date de passation de l'acte authentique. Jusqu'à l'expiration de ce délai, l'assurance est réputée souscrite au profit du cessionnaire, sauf si ce dernier bénéficie d'une garantie résultant d'un autre contrat. En l'absence de pareille garantie, la compagnie abandonne son recours contre le cédant, sauf cas de *malveillance* ;
 - s'il s'agit d'un bien meuble : dès que l'assuré n'en a plus la possession sauf si les parties au contrat d'assurance conviennent d'une autre date.

Article 6 – Prime

- A. La prime, majorée de taxes et contributions, est payable par anticipation aux échéances sur demande de la compagnie ou de toute autre personne qui en requiert le paiement et qui apparaît comme le mandataire de la compagnie pour le recevoir.

En cas de défaut de paiement de la prime à l'échéance, la compagnie peut suspendre la garantie du contrat ou résilier le contrat à condition que le preneur d'assurance ait été mis en demeure, soit par exploit d'huissier, soit par lettre recommandée selon les prescrits de la *Loi*. La suspension de garantie ou la résiliation ont effet à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter du lendemain de la signification ou du dépôt de la lettre recommandée.

P&V est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.pv.be – Email : info@pv.be



- B. Si la garantie a été suspendue, le paiement par le preneur d'assurance des primes échues, augmentées s'il y a lieu des intérêts, comme spécifié dans la dernière sommation ou décision judiciaire, met fin à cette *suspension*.
- C. Lorsque la *compagnie* a suspendu son obligation de garantie, elle peut encore résilier le contrat si elle s'en est réservée la faculté dans la mise en demeure visée au point A ; dans ce cas, la résiliation prend effet au plus tôt à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter du premier jour de la *suspension*. Si la *compagnie* ne s'est pas réservée cette faculté, la résiliation intervient après nouvelle mise en demeure conformément aux alinéas 2 et 3 du point A. La *suspension* de la garantie ne porte pas atteinte au droit de la *compagnie* de réclamer les primes venant ultérieurement à échéance à condition que le preneur d'assurance ait été mis en demeure conformément au point A. Le droit de la *compagnie* est toutefois limité aux primes afférentes à deux années consécutives.

Article 7 – Adaptation automatique

- 7.1. Toute prime et franchise exprimées en chiffres absolus varient, en cours de contrat, à leur échéance annuelle, selon le rapport existant entre *l'indice des prix à la consommation* (base 1988) en vigueur à ce moment et celui indiqué aux conditions particulières du contrat.
- 7.2. L'indice est calculé 2 fois par an pour prendre effet le 1er janvier et le 1er juillet.
Il est égal au premier janvier à l'indice du mois de juin précédent et au premier juillet à l'indice du mois de décembre précédent.
L'indice des *prix à la consommation* est publié par le Ministère des Affaires Économiques.

Article 8 – Description et modification du risque – déclaration de l'assuré

8.1. Lors de la conclusion du contrat:

- 8.1.1. L'assuré a l'obligation de déclarer exactement toutes les circonstances connues de lui et qu'il doit raisonnablement considérer comme constituant pour la *compagnie* des éléments d'appréciation du risque.
Il doit notamment :
- 8.1.1.1. énumérer et spécifier les biens sur lesquels porte l'assurance;
 - 8.1.1.2. déclarer les autres assurances ayant le même objet et portant sur les mêmes biens, les montants pour lesquels ils sont assurés et par qui ils sont garantis;
 - 8.1.1.3. déclarer les refus ou résiliations des assurances contre les mêmes périls et portant sur les mêmes biens;
 - 8.1.1.4. déclarer "les bris de machines" qui, au cours des cinq dernières années, ont frappé les objets assurés ;
 - 8.1.1.5. déclarer les renonciations consenties à des recours éventuels contre des responsables ou garants.
- 8.1.2. Si l'assuré est en défaut de saisir à son obligation de déclaration visée au 8.1.1. et que l'omission ou l'inexactitude sont intentionnelles et induisent la *compagnie* en erreur sur les éléments d'appréciation du risque, le contrat est nul. Les primes échues jusqu'au moment où la *compagnie* a eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude intentionnelles lui sont dues.
- 8.1.3. Si l'assuré est en défaut de saisir à son obligation de déclaration visée au 8.1.1. et que l'omission ou l'inexactitude dans la déclaration ne sont pas intentionnelles, la *compagnie* propose, dans le délai d'un mois à compter du jour où elle a eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude, la modification du contrat avec effet au jour où elle a eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude.

Si la proposition de modification du contrat est refusée par l'assuré ou si, au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition, cette dernière n'est pas acceptée, la *compagnie* peut résilier le contrat dans les quinze jours. Néanmoins, si la *compagnie* apporte la preuve qu'elle n'aurait en aucun cas assuré le risque, elle peut résilier le contrat dans le délai d'un mois à compter du jour où elle a eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude.

- 8.1.4. Si un *sinistre* survient avant que la modification du contrat ou que la résiliation visée au 8.1.3. ait pris effet, la *compagnie* :
- fournit la prestation convenue lorsque l'omission ou la déclaration inexacte ne peut être reprochée à l'assuré ;

P&V est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.pv.be – Email : info@pv.be



- fournit une prestation, selon le rapport entre la prime payée et la prime que l'assuré aurait dû payer s'il avait régulièrement déclaré le risque, lorsque l'omission ou la déclaration inexacte peut lui être reprochée ; toutefois, si la compagnie apporte la preuve qu'elle n'aurait en aucun cas assuré le risque dont la nature réelle est révélée par le sinistre, sa prestation est limitée au remboursement de la totalité des primes payées.

8.2. En cours de contrat :

- 8.2.1. L'assuré a l'obligation de déclarer, dans les conditions de l'article 8.1.1. les circonstances nouvelles ou les modifications de circonstances qui sont de nature à entraîner une aggravation sensible et durable du risque de survenance des périls assurés. Il doit notamment :
 - 8.2.1.1. déclarer tout changement essentiel qui, pour une raison quelconque, sera apporté à un objet assuré, quant à ses caractéristiques, son mode d'emploi, son lieu d'utilisation;
 - 8.2.1.2. déclarer, sitôt qu'il en a connaissance, tout changement survenu dans les conditions de fonctionnement ou d'utilisation d'un objet assuré et qui pourrait constituer une aggravation du risque.
- 8.2.2. Lorsque le risque de survenance des périls assurés s'est aggravé de manière telle que, si l'aggravation avait existé au moment de la souscription, la compagnie n'aurait consenti l'assurance qu'à d'autres conditions, elle propose, dans le délai d'un mois à compter du jour où elle a eu connaissance de l'aggravation, la modification du contrat avec effet rétroactif au jour de l'aggravation.
Si la proposition de modification du contrat est refusée par l'assuré ou si, au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition, cette dernière n'est pas acceptée, la compagnie peut résilier le contrat dans les quinze jours.

Néanmoins, si la compagnie apporte la preuve qu'elle n'aurait en aucun cas assuré le risque aggravé, elle peut résilier le contrat dans le délai d'un mois à compter du jour où elle a eu connaissance de l'aggravation.

- 8.2.3. Si un sinistre survient avant que la modification du contrat ou que la résiliation visée au 8.2.2. ait pris effet, la compagnie effectue la prestation convenue si l'assuré a rempli l'obligation de déclaration visée à l'art. 8.2.1.
- 8.2.4. Si un sinistre survient et que l'assuré n'a pas rempli l'obligation visée à l'article 8.2.1. la compagnie :
 - effectue la prestation convenue lorsque le défaut de déclaration ne peut être reproché à l'assuré;
 - effectue sa prestation selon le rapport entre la prime payée et la prime que l'assuré aurait dû payer si l'aggravation avait été prise en considération, lorsque le défaut de déclaration peut être reproché à l'assuré; toutefois, si la compagnie apporte la preuve qu'elle n'aurait en aucun cas assuré le risque aggravé, sa prestation est limitée au remboursement de la totalité des primes payées;
 - refuse sa garantie si l'assuré a agi dans une intention frauduleuse en ne déclarant pas l'aggravation. Les primes échues jusqu'au moment où l'assureur a eu connaissance de la fraude lui sont dues à titre de dommages et intérêts.
- 8.2.5. Lorsque le risque de survenance des périls assurés a diminué d'une façon sensible et durable au point que, si la diminution avait existé au moment de la souscription, la compagnie aurait consenti l'assurance à d'autres conditions, celle-ci accorde une diminution de la prime à due concurrence à partir du jour où elle a eu connaissance de la diminution du risque. Si la compagnie et l'assuré ne parviennent pas à un accord sur la prime nouvelle dans un délai d'un mois à compter de la demande de diminution formulée par ce dernier, celui-ci peut résilier le contrat.
 - effectue la prestation convenue lorsque le défaut de déclaration ne peut être reproché à l'assuré;
 - effectue sa prestation selon le rapport entre la prime payée et la prime que l'assuré aurait dû payer si l'aggravation avait été prise en considération, lorsque le défaut de déclaration peut être reproché à l'assuré; toutefois, si la compagnie apporte la preuve qu'elle n'aurait en aucun cas assuré le risque aggravé, sa prestation est limitée au remboursement de la totalité des primes payées;
 - refuse sa garantie si l'assuré a agi dans une intention frauduleuse en ne déclarant pas l'aggravation. Les primes échues jusqu'au moment où l'assureur a eu connaissance de la fraude lui sont dues à titre de dommages et intérêts.

Article 9 – Obligations de l'assuré en cours de contrat

9.1. L'assuré doit :

P&V est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepy.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.pv.be – Email : info@pv.be



- 9.1.1. permettre à tout moment aux mandataires de la *compagnie* d'examiner les objets assurés, sans que ceci implique une quelconque responsabilité dans le chef de cette dernière ;
 - 9.1.2. prendre toutes les précautions nécessaires pour maintenir les objets assurés en bon état d'entretien et de fonctionnement et se conformer aux prescriptions légales et administratives en vigueur ;
 - 9.1.3. utiliser les objets assurés uniquement dans les limites techniques d'application et de fonctionnement prévues par le constructeur.
- 9.2. La *compagnie* peut décliner totalement sa garantie en raison de l'inexécution de l'obligation visée au paragraphe 9.1.3. ci-avant, à la condition que le manquement soit en relation causale avec la survenance du *sinistre*.

Article 10 – Obligations en cas de sinistre

- 10.1. En cas de *sinistre*, l'assuré doit :
 - 10.1.1. user de tous les moyens en son pouvoir pour atténuer l'importance des dégâts. Dans ce but, il se conformera, le cas échéant, aux indications de la *compagnie* ;
 - 10.1.2. en aviser immédiatement la *compagnie* ; s'il s'agit d'un appel téléphonique, le confirmer par écrit dans les cinq jours du *sinistre* ;
 - 10.1.3. adresser à la *compagnie*, dans le plus bref délai, ses informations sur la cause, l'importance et les circonstances du *sinistre* ;
 - 10.1.4. apporter sa collaboration pleine et entière pour déterminer les causes et circonstances du *sinistre*. Il autorisera toute enquête et s'abstiendra de toute modification ou déplacement des objets endommagés qui pourrait compliquer l'enquête ou la rendre impossible ;
 - 10.1.5. fournir à la *compagnie* toutes indications et tous documents permettant d'estimer le montant des dégâts et justifier les frais de "main-d'œuvre" et les frais de "matières et pièces de remplacement" au moyen de factures ou de tous autres documents ;
 - 10.1.6. donner à la *compagnie* toute l'assistance technique ou autre qu'elle sollicitera pour l'exercice de son recours subrogatoire contre les *tiers responsables*. Les frais causés par cette assistance lui seront remboursés par la *compagnie*.
- 10.2. L'assuré pourra faire procéder à la remise en état de l'objet s'il a obtenu l'accord de la *compagnie* ou, si la *compagnie* n'est pas intervenue à l'expiration des cinq jours qui suivent l'avis écrit du *sinistre*, auquel cas il s'engage à conserver les pièces endommagées.
- 10.3. Si l'assuré ne remplit pas l'une des obligations précitées, la *compagnie* réduit sa prestation à concurrence du préjudice qu'elle a subi.

Article 11 – Estimation des dommages

Le montant des dégâts, la valeur neuf et la valeur réelle des machines endommagées sont estimés de gré à gré ou par deux experts, l'un nommé par l'assuré, l'autre par la *compagnie*. Les experts sont également chargés de donner leur avis sur les causes du sinistre. Chacune des parties supporte les frais et honoraires de son propre expert

En cas de désaccord, les experts s'adjointent un troisième expert et se prononcent à la majorité des voix. Faute par l'une des parties de nommer son expert ou par les deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, la nomination sera faite par le président du Tribunal de première instance du domicile du preneur d'assurance à la requête de la partie la plus diligente. Faute par l'un des experts de remplir sa mission, il sera pourvu à son remplacement en suivant la même procédure et sans préjudice des droits des parties.

Les coûts de l'expert désigné par l'assuré et le cas échéant du troisième expert sont avancés par la *compagnie* et sont à charge de la partie à laquelle il n'a pas été donné raison.

L'expertise ou toute autre opération faite dans le but de constater les dégâts, ne préjudicie en rien aux droits et exceptions que la *compagnie* pourrait invoquer.

Article 12 – Calcul de l'indemnité

- 12.1. L'indemnité est déterminée :
 - 12.1.1. en additionnant les frais de main-d'œuvre et les frais de "matières et pièces de remplacement" (cfr. 12.2. et 12.3 infra) à engager pour remettre l'objet endommagé dans son état de fonctionnement antérieur au *sinistre* ;

P&V est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepy.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.pv.be – Email : info@pv.be



- 12.1.2. en déduisant des frais pris en considération sous 12.1.1. les amortissements pour vétusté éventuellement prévus dans le contrat ;
- 12.1.3. en limitant le montant obtenu en 12.1.2. à la *valeur réelle* de l'objet immédiatement avant le *sinistre*, c'est-à-dire à la *valeur de remplacement* à neuf au jour du *sinistre* sous déduction de la vétusté et de la dépréciation technique ;
- 12.1.4. en déduisant du montant obtenu en 12.1.3. la valeur des débris et des pièces susceptibles d'être encore employées d'une manière quelconque ;
- 12.1.5. en déduisant du montant obtenu en 12.1.4. la franchise prévue au contrat. Si plusieurs objets sont atteints par un même *sinistre*, seule la franchise la plus élevée sera prise en considération ;
- 12.1.6. en appliquant en cas de sous-assurance, au montant obtenu en 12.1.5. le rapport existant entre la valeur déclarée pour l'objet endommagé et sa *valeur de remplacement* à neuf lors de son introduction dans le contrat (règle proportionnelle).

En aucun cas, l'indemnité pour chaque objet endommagé ne pourra dépasser le montant égal à la valeur déclarée, multipliée par le rapport existant entre *l'indice matériel* en vigueur au moment du *sinistre* et celui indiqué aux conditions particulières du contrat.

La compagnie supporte les frais de sauvetage (cfr. 12.4. infra) lorsque ceux-ci ont été exposés en bon père de famille alors même que les diligences faites l'auraient été sans résultat.

Ces frais sont limités à la valeur déclarée avec un maximum de 38.198.851,69 EUR. Ce montant est lié à l'évolution de *l'indice des prix à la consommation*, l'indice de base étant celui de janvier 2025, soit 233,75 (base 1988 = 100).

12.2. Les frais de main-d'œuvre sont calculés :

- 12.2.1. en prenant en considération :

- 12.2.1.1. les frais de main-d'œuvre et de déplacement se rapportant au démontage, à la réparation et au remontage, compte tenu des salaires et frais de déplacement usuels portés en compte en Belgique pour des travaux effectués pendant les heures normales de prestation.
- 12.2.1.2. moyennant convention expresse, les frais supplémentaires pour les travaux effectués en dehors des heures normales, jusqu'à concurrence de 50 % du montant des frais retenus sous 12.2.1.1.
- 12.2.1.3. moyennant convention expresse dans les conditions particulières, lorsqu'il est fait appel pour les travaux à des techniciens venant de l'étranger, la portion des salaires supérieure aux salaires usuels dont question au 12.2.1.1. ci-dessus, les frais de déplacement, de logement et, d'une façon générale, tous les frais supplémentaires résultant du recours à ces techniciens. La hauteur de cette intervention est précisée dans les conditions particulières.

- 12.2.2. en ajoutant au montant des frais obtenus sous 12.2.1. les taxes y afférentes, hormis la taxe sur la valeur ajoutée dans la mesure où elle est récupérable par l'assuré.

12.3. Les frais de "matières et pièces de remplacement" sont calculés :

- 12.3.1. en prenant en considération :

- 12.3.1.1. le coût des matières et des pièces de remplacement employées ainsi que les frais de transport desdites matières et pièces, par la voie la moins onéreuse;
- 12.3.1.2. moyennant convention expresse, les frais supplémentaires pour transport accéléré, jusqu'à concurrence de 50 % du montant des frais de transport retenus sous 12.3.1.1.

- 12.3.2. en ajoutant au montant des frais obtenus sous 12.3.1. les droits et taxes y afférents, hormis la taxe à la valeur ajoutée dans la mesure où elle est récupérable par l'assuré.

12.4. Les "frais de sauvetage" sont les frais découlant :

- des mesures demandées par la compagnie aux fins de prévenir ou d'atténuer les conséquences du *sinistre* ;
- des mesures raisonnables prises d'initiative par l'assuré pour prévenir le *sinistre* en cas de danger imminent ou, si le *sinistre* a commencé, pour en prévenir ou en atténuer les conséquences pour autant :
 - qu'il s'agisse de mesures urgentes que l'assuré est obligé de prendre sans délai, sans possibilité d'avertir et d'obtenir l'accord préalable de l'entreprise d'assurances, sous peine de nuire aux intérêts de celle-ci,
 - que, s'il y a danger imminent de *sinistre*, en l'absence de ces mesures, il en résulterait à très court terme et certainement un *sinistre*.

P&V est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.pv.be – Email : info@pv.be



- 12.5. Ne sont pas pris en considération comme frais de "main-d'œuvre" et frais de "matières et pièces de remplacement" et restent donc à charge de l'assuré, les frais :
- 12.5.1. de reconstitution des dessins, modèles, moules et matrices de constructeur nécessaires pour l'exécution d'une réparation, les frais de recherche de la cause et des effets d'un défaut, les frais de reproduction des informations enregistrées sur tout support d'information (cartes, disques, bandes, etc.);
 - 12.5.2. supplémentaires engagés à l'occasion d'une réparation pour effectuer des révisions ou apporter des modifications ou perfectionnements;
 - 12.5.3. relatifs à des réparations de fortune ou provisoires.
- 12.6. L'objet endommagé est considéré comme remis dans son état de fonctionnement antérieur au *sinistre* lorsqu'il est remis en activité. A ce moment, les obligations de la *compagnie* pour ce *sinistre* prennent fin.
- 12.7. L'assuré n'aura, en aucun cas, le droit de délaisser l'objet endommagé à la *compagnie*.
- 12.8. Il appartient à l'assuré de justifier les « frais de main d'œuvre » et les « frais de matière et de pièces de remplacement », au moyen de factures ou de tous autres documents.

Article 13 – Paiement de l'indemnité

L'indemnité afférente aux objets sinistrés est payée dans les trente jours qui suivent :

- soit la réception par la *compagnie* de l'accord sans réserve de l'assuré sur l'estimation amiable d'indemnité;
- soit la date de clôture de l'expertise (art. 11 des conditions générales), à condition que l'assuré ait rempli à cette date toutes les obligations prévues au contrat. Dans le cas contraire le délai précité ne prendra cours qu'au jour où l'assuré aura satisfait à toutes ses obligations contractuelles.

Article 14 – Subrogation et recours

- A. La *compagnie* qui a payé l'indemnité est subrogée, à concurrence du montant de celle-ci, dans les droits et actions de l'assuré ou du bénéficiaire contre les *tiers responsables* du dommage selon le prescrit de la *Loi*.
- B. La *compagnie* renonce, sauf en cas de *malveillance*, à tout recours contre :
 - tout assuré autre que le preneur d'assurance ;
 - les descendants, ascendants, le conjoint, les alliés en ligne directe de l'assuré, les personnes vivant à son foyer et les membres de son personnel ;
 - les associés, administrateurs, gérants, commissaires et mandataires d'un assuré, lorsqu'ils agissent dans l'exercice de leurs fonctions ;
 - les fournisseurs de courant électrique, de gaz, d'eau, de vapeur distribués par canalisations à l'égard desquels et dans la mesure où l'assuré a dû abandonner son recours.

Article 15 – Résiliation

- 15.1. La *compagnie* peut résilier tout ou partie du contrat :
- 15.1.1. En cas de non-paiement de la prime conformément à l'article 6 ;
 - 15.1.2. Lorsque le preneur d'assurance n'accepte pas la modification du contrat en cas d'omission ou d'inexactitude non intentionnelle dans la description du risque ;
 - 15.1.3. Après chaque *sinistre* déclaré frappant le contrat ou tout autre contrat "bris de machine" souscrit auprès de la *compagnie*, mais au plus tard un mois après le paiement ou le refus du paiement de l'indemnité ;
 - 15.1.4. En cas de décès du preneur d'assurance ;
Dans les cas 15.1.2. et 15.1.4., la résiliation prend effet à l'expiration du délai d'un mois à compter du lendemain de sa notification.
Dans le cas 15.1.3., la résiliation prend effet à l'expiration d'un délai d'au moins 3 mois à compter du lendemain de sa notification.
Toutefois, dans le cas 15.1.2. et 15.1.3., lorsque l'assuré a manqué à l'une de ses obligations dans l'intention de tromper la *compagnie*, la résiliation prend effet lors de sa notification.
 - 15.1.5. A la fin de chaque période d'assurance dans les formes prescrites à l'article 5.2.

P&V est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.pv.be – Email : info@pv.be



- 15.1.6. Dans les conditions de l'article 5.2., lorsqu'un délai de plus d'un an s'écoule entre la date de conclusion du contrat et celle de sa prise d'effet.
- 15.1.7. En cas de faillite du preneur d'assurance.
- 15.2. Le preneur d'assurance peut résilier le contrat :
 - 15.2.1. En cas de résiliation partielle de celui-ci par la compagnie avec effet au jour où cette résiliation partielle produit elle-même ses effets ;
 - 15.2.2. En cas de diminution de risque, conformément à l'article 8.2.5.
 - 15.2.3. A la fin de chaque période d'assurance dans les formes prescrites à l'article 5.2.
 - 15.2.4. Dans les conditions de l'article 5.2., lorsqu'un délai de plus d'un an s'écoule entre la date de la conclusion du contrat et celle de sa prise d'effet.
 - 15.2.5. En cas de modification de tarif conformément à l'article 19.
 - 15.2.6. En cas de décès du preneur d'assurance.
- 15.3. Sans préjudice d'autres dispositions, la résiliation se fait dans les formes prescrites à l'article 16.2.

Article 16 – Notifications

- 16.1. Le domicile des parties est élu de droit, à savoir celui de la compagnie en son siège en Belgique et celui de l'assuré à l'adresse indiquée dans le contrat ou notifiée ultérieurement à la compagnie. Toutefois, pour la désignation par le président du Tribunal de première instance des experts ou des arbitres dont question aux articles 11 et 17, l'assuré ayant son domicile à l'étranger fait élection de domicile à la situation du risque à propos de l'assurance duquel la contestation est née.
Toute notification est valablement faite à ces adresses, même à l'égard d'héritiers ou d'ayants droit de l'assuré et tant que ceux-ci n'ont pas signifié un changement d'adresse à la compagnie. En cas de pluralité d'assurés, toute communication de la compagnie adressée à l'un d'eux est censée faite à tous.
- 16.2. Sauf dans les cas visés aux articles 5.2., 5.3. et 6. toute notification se fait soit par lettre recommandée, soit par lettre remise au destinataire contre récépissé, soit par exploit d'huissier de justice.
Les délais prennent cours à compter du lendemain du dépôt de la lettre recommandée ou de la date du récépissé ou de la signification de l'exploit d'huissier.

Article 17 – Arbitrage et loi applicable

- 17.1. Toutes contestations entre parties, autres que celles relatives au recouvrement des primes, impôts et frais, sont soumises à trois arbitres choisis le premier par l'assuré, le deuxième par la compagnie et le troisième par les deux premiers.
- 17.2. Les arbitres jugent en commun dans les termes du droit et ils ne peuvent, sous peine de nullité, s'écartez des dispositions du présent contrat. Ils sont dispensés des formalités judiciaires.
- 17.3. Faute par l'une parties de nommer son arbitre ou par les arbitres de s'accorder sur le choix du troisième arbitre, la nomination en est faite, à la requête de la partie la plus diligente, par le président du Tribunal de première instance du domicile de l'assuré, à moins de convention contraire postérieure à la naissance du litige soumis à l'arbitrage et il est ensuite procédé comme il est dit au paragraphe 17.2. ci-dessus.
- 17.4. Les frais d'arbitrage sont supportés par moitié entre l'assuré et la compagnie.
- 17.5. Le contrat est régi par la Loi belge.

Article 18 – Contrat collectif

- 1.1. Lorsque plusieurs compagnies sont parties au présent contrat, un apériteur est désigné dans les conditions particulières ; à défaut, la première compagnie citée dans la liste des coassureurs agit en qualité d'apériteur.
- 1.2. Souscription
 - 1.2.1. L'assurance est souscrite par chaque compagnie pour sa part et sans solidarité, aux mêmes clauses et conditions que celles d'application entre l'apériteur et le preneur d'assurance.

P&V est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepy.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.pv.be – Email : info@pv.be



1.2.2. Les coassureurs étrangers élisent domicile en leur siège en Belgique ou, à défaut, à l'adresse qu'ils indiquent dans le contrat, ils reconnaissent la compétence de la juridiction arbitrale prévue à l'article 18 ainsi que celle des juridictions belges.

1.3. Obligations

- 1.3.1. L'apériteur établit le contrat et ses avenants qui sont signés par toutes les parties en cause et dressé en deux exemplaires qui sont destinés : l'un au preneur d'assurance et l'autre à l'apériteur, qui détient l'exemplaire formant le titre des coassureurs.
- 1.3.2. L'apériteur remet une copie du contrat à chacun des coassureurs qui reconnaît l'avoir reçue par la seule signature de celui-ci.
- 1.3.3. L'apériteur est réputé mandataire des coassureurs pour recevoir les déclarations prévues par le contrat. L'assuré peut lui adresser toutes les significations et notifications sauf celles relatives à une action en justice intentée contre les autres coassureurs. L'apériteur en informe les coassureurs.
- 1.3.4. L'apériteur reçoit procuration de la part des autres coassureurs pour la signature de tous avenants et pour proposer au preneur d'assurance les modifications au contrat dans le cadre de l'application de l'article 9. L'assuré s'interdit d'exiger la signature des avenants par les autres coassureurs.
- 1.3.5. L'apériteur reçoit l'avis de *sinistre* et en informe les autres coassureurs. Il fait les diligences requises en vue du règlement des *sinistres* et choisit, à cette fin, l'expert des coassureurs, sans préjudice toutefois du droit de chacun d'eux de faire suivre l'expertise par un mandataire de son choix.
- 1.3.6. L'apériteur doit sans délai déclarer aux autres coassureurs toute résiliation ou modification de sa part. Ces coassureurs doivent agir de même vis-à-vis de l'apériteur.
- 1.3.7. En cas de résiliation ou de réduction de la part de l'apériteur, les autres coassureurs disposent d'un délai d'un mois à partir de cette résiliation ou réduction pour résilier ou modifier leur part. La résiliation par les autres coassureurs prend effet à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification, sans que la date d'effet puisse être antérieure à celle qui est applicable pour la part de l'apériteur.
- 1.3.8. En cas de résiliation de la part de l'apériteur, le preneur d'assurance dispose d'un délai d'un mois à partir de la notification de la résiliation pour résilier lui-même l'ensemble du contrat.

Article 19 – Modification des conditions tarifaires

Lorsque la *compagnie* modifie son tarif, elle applique cette modification à la première échéance annuelle suivante. La *compagnie* avertit le preneur d'assurance au moins 4 mois avant l'échéance annuelle du contrat, à moins que lors d'une notification ultérieure, le droit lui soit encore accordé de résilier le contrat dans un délai de 3 mois au moins à compter du jour de cette notification.

Lorsque la *compagnie* avertit le preneur d'assurance au moins 4 mois avant l'échéance annuelle, celui-ci peut résilier le contrat dans les 30 jours de la notification de l'adaptation.

De ce fait, le contrat prend fin à l'échéance annuelle suivante. Cette faculté de résiliation n'existe pas lorsque la modification du tarif résulte d'une opération d'adaptation générale imposée par les autorités compétentes et qui, dans son application, est uniforme pour toutes les compagnies.

P&V est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepy.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.pv.be – Email : info@pv.be



Lexique

ACTE DE TERRORISME OU DE SABOTAGE

Action organisée dans la clandestinité à des fins idéologiques, politiques, économiques ou sociales, exécutée individuellement ou en groupe en attenant à des personnes ou détruisant un bien :

- soit en vue d'impressionner le public et de créer un climat d'insécurité (terrorisme) ;
- soit en vue d'entraver la circulation ou le fonctionnement normal d'un service ou d'une entreprise (sabotage).

ASSURÉ(S)

La personne physique ou morale qui bénéficie de la garantie. Il s'agit :

- du preneur d'assurance;
- des personnes vivant à son foyer;
- de leur personnel dans l'exercice de leurs fonctions;
- des mandataires et associés du preneur d'assurance dans l'exercice de leurs fonctions;
- des hôtes du preneur d'assurance;
- de toute autre personne mentionnée comme assurés aux conditions particulières.

ATTENTAT

Toute forme d'émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme ou de sabotage.

COMPAGNIE

P&V Assurances SC, Rue Royale, 151, 1210 Bruxelles, entreprise d'assurances agréée sous le numéro de code 0058.

CONFLIT DU TRAVAIL

Toute contestation collective sous quelque forme qu'elle se manifeste dans le cadre des relations du travail, en ce compris la grève et le lock-out.

DÉBORDEMENT OU REFOULEMENT DES ÉGOUTS PUBLICS

Occasionné par des crues, des précipitations atmosphériques, une tempête, une fonte des neiges ou de la glace ou une inondation.

DONNÉES

Les données susceptibles d'être lues, traitées ou exécutées par une installation de traitement d'informations à l'aide du software.

ECHÉANCE

Date à laquelle le preneur d'assurance s'engage à payer la prime pour reconduire les garanties de son contrat.

EMEUTE

Manifestation violente, même non concertée, d'un groupe de personnes qui révèle une agitation des esprits et se caractérise par du désordre ou des actes illégaux ainsi que par une lutte contre les organismes chargés du maintien de l'ordre public, sans qu'il soit cherché pour autant à renverser les pouvoirs publics établis.

EXPLOSION

Une manifestation subite et violente de forces dues à l'expansion de gaz ou de vapeurs, que ces derniers aient existé avant cette manifestation ou que leur formation en ait été concomitante.

Est assimilée à une explosion, au sens du présent contrat, l'*implosion*.

P&V est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepy.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.pv.be – Email : info@pv.be



GLISSEMENT OU AFFAISSEMENT DE TERRAIN

Mouvement d'une masse importante de terrain qui détruit ou endommage des biens, dû en tout ou en partie à un phénomène naturel autre qu'un *tremblement de terre* ou une *inondation*.

GRÈVE

Arrêt concerté du travail par un groupe de salariés, employés, fonctionnaires ou indépendants.

IMPLOSION

Une manifestation subite et violente de forces dues à l'irruption de gaz, de vapeurs ou de liquides dans des appareils et récipients quelconques, y compris les tuyaux et conduits.

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION

Indice des prix de consommation établi tous les mois par le Ministère des Affaires Economiques.

INDICE MATERIEL

L'indice matériel est calculé tous les 6 mois pour prendre effet les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet. Il est publié par le Ministère des Affaires économiques.

Il est égal, au premier janvier, à l'*indice des prix à la consommation* (base 1988 = 100) du mois de juin précédent et, au premier juillet, à l'*indice des prix à la consommation* (base 1988 = 100) du mois de décembre précédent.

INONDATION

- Tout débordement de cours d'eau, canaux, lacs, étangs ou mers, suite à des précipitations atmosphériques, à une fonte des neiges ou de glace, à une rupture de digues ou à un raz-de-marée, ainsi que les *glissements ou affaissements de terrain* qui en résultent ;
- le ruissellement d'eau résultant du manque d'absorption du sol suite à des précipitations atmosphériques.

Sont considérés comme un seul et même événement le débordement initial d'un cours d'eau, d'un canal, d'un lac, d'un étang ou d'une mer et tout débordement survenu dans un délai de 168 heures après la décrue, c'est-à-dire le retour de ce cours d'eau, ce canal, ce lac, cet étang ou cette mer dans ses limites habituelles, ainsi que les périls assurés qui en résultent directement.

LOCK-OUT

Fermeture provisoire décidée par une entreprise afin d'amener son personnel à composer dans un *conflit du travail*.

LOI

La loi du 04 avril 2014 relative aux assurances.

MALVEILLANCE

Tout fait intentionnel destiné à nuire.

MOUVEMENT POPULAIRE

Manifestation violente, même non concertée, d'un groupe de personnes qui, sans qu'il y ait révolte contre l'ordre établi, révèle cependant une agitation des esprits se caractérisant par du désordre ou des actes illégaux.

SINISTRE

Tous les dommages, indemnisable selon les conditions générales et particulières, causés à l'occasion d'un même fait dommageable.

P&V est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepy.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.pv.be – Email : info@pv.be



En cas de tempête, tous les dégâts survenus dans les 48 heures qui suivent le moment où les biens assurés ont subi les premiers dommages constituent un seul et même sinistre.

SOFTWARE

- Logiciel officiellement obtenu par licence, dont l'utilisation est autorisée, dont le développement est achevé et pour lequel il a été établi sur la base d'essais qu'il peut être appliqué sans le moindre problème.
- Logiciel développé ou adapté sur base individuelle, à la demande de et/ou par l'utilisateur lui-même, dont le développement est achevé et pour lequel il a été établi, sur la base d'essais, qu'il peut être appliqué sans le moindre problème.

SUSPENSION

Période pendant laquelle la garantie de la compagnie cesse temporairement de s'appliquer à un ou plusieurs risques.

TEMPÊTE

L'action directe du vent qui atteint une vitesse de pointe d'au moins 80 km/h à la station de l'I.R.M. (institut royal météorologique) la plus proche, ou qui, dans un rayon de 10 km autour du bâtiment assuré, endommage des constructions assurables (aux termes des conditions générales) ou d'autres biens présentant une résistance au vent équivalente. Tous les dégâts de tempête survenus dans les 48 heures qui suivent le moment où les biens assurés ont subi les premiers dommages causés par la tempête constituent un seul et même sinistre.

TIERS

Toute autre personne autre que l'assuré.

TREMBLEMENT DE TERRE

Tout séisme d'origine naturelle :

- enregistré avec une magnitude minimale de quatre degrés sur l'échelle de Richter
- ou
- qui détruit, brise ou endommage des biens assurables contre ce péril dans un rayon de 10 km autour du bâtiment désigné. Ainsi que les inondations, les débordements ou refoulements d'égouts publics, les glissements ou affaissements de terrain qui en résultent.

Sont considérés comme un seul et même tremblement de terre le séisme initial et ses répliques survenues dans les 72 heures, ainsi que les périls assurés qui en résultent directement.

VALEUR AGRÉÉE

La valeur de l'objet à assurer, fixée conventionnellement.

VALEUR À NEUF

Le prix que l'on doit payer pour reconstruire le bâtiment à l'état neuf ou pour reconstituer le contenu à l'état neuf.

VALEUR DE REMPLACEMENT

Le prix d'achat d'un bien similaire (de même âge et de même état) dans des circonstances normales sur le marché national.

VALEUR RÉELLE

La valeur à neuf sous déduction de la vétusté.

VANDALISME

Tout acte gratuit qui a pour effet d'endommager ou de détruire un bien.

P&V est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepy.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.pv.be – Email : info@pv.be



VOL

La notion vol doit s'entendre au sens pénal du terme. L'abus de confiance, le détournement, l'escroquerie et l'extorsion restent exclus.

P&V est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepy.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.pv.be – Email : info@pv.be



DISPOSITIONS LÉGALES

Règlement général sur la protection des données

La compagnie s'engage, en qualité de responsable du traitement, à traiter les données à caractère personnel en conformité avec la réglementation en matière de vie privée en vigueur. Plus de précisions à ce propos se trouvent dans la brochure client de la compagnie ou sur le site <https://www.pv.be/privacy>

Datassur

Toute escroquerie ou tentative d'escroquerie envers la compagnie entraîne non seulement la résiliation du contrat d'assurance, mais fait également l'objet de poursuites pénales sur la base de l'article 496 du Code pénal. En outre, l'intéressé est repris dans le fichier du groupe d'intérêt économique Datassur, qui comporte tous les risques spécialement suivis par les assureurs qui y sont affiliés.

Le preneur d'assurance donne par la présente son consentement à la communication par l'entreprise d'assurances P&V Assurances au GIE Datassur, des données à caractère personnel pertinentes dans le cadre exclusif de l'appréciation des risques et de la gestion des contrats et des sinistres y relatifs. Toute personne justifiant de son identité a le droit de s'adresser à Datassur afin de vérifier les données la concernant et d'en obtenir, le cas échéant, la rectification. Pour exercer ce droit, la personne concernée adresse une demande datée et signée accompagnée d'une copie de sa carte d'identité à l'adresse suivante : Datassur, service fichiers, 29 square de Meeûs à 1000 Bruxelles.

Plaintes

Pour toute plainte relative à ce contrat, le preneur d'assurance peut s'adresser :

- en première instance : au service Gestion des Plaintes de P&V, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles, e-mail : plainte@pv.be.
- en appel : à l'Ombudsman des Assurances, square de Meeûs 35, 1000 Bruxelles, www.ombudsman-insurance.be; e-mail : info@ombudsman-insurance.be

Cette possibilité n'exclut pas celle d'entamer une procédure judiciaire

P&V est une marque de P&V Assurances SC

P&V Assurances SC, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles – www.groupepv.coop/ – info@pvgroup.be – RPM Bruxelles – TVA BE 0402.236.531 – IBAN BE75 0689 4521 8951 – BIC GKCBEBB – Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058.

Site internet www.pv.be – Email : info@pv.be